Motion adoptée mercredi 13 novembre à Millau, en réunion d'information syndicale avec le SNUDI-FO

Les enseignants, lors de la réunion d'information syndicale du 13 novembre 2024 avec le SNUDI-FO, considèrent que les mesures annoncées par ce gouvernement illégitime constituent une attaque d'une extrême violence contre nos droits, notre pouvoir d'achat et nos conditions de travail.

Nous n'acceptons :

- Ni la mise en place de 3 jours de carence et l'indemnisation à 90% des jours d'arrêt maladie qui nous feraient perdre une part non négligeable de notre salaire à chaque problème de santé ;
- Ni le gel du point d'indice qui ne ferait qu'accentuer l'effondrement de notre pouvoir d'achat ;
- Ni les 4 000 suppressions de postes qui se traduiraient par des classes plus chargées, et encore moins d'enseignants remplaçants ou d'enseignants spécialisés.

Au contraire **nous exigeons** :

- L'abandon du projet Kasbarian sur les jours de carence et sur la réduction des indemnités d'arrêt de travail ;
- Une réelle augmentation de la valeur du point d'indice ;
- L'abandon des 4 000 suppressions de postes et la création de postes (remplaçants, enseignants spécialisés...) à hauteur des besoins permettant à l'Ecole publique de fonctionner dans les meilleures conditions ;
- L'abandon de l'acte 2 de l'Ecole inclusive ;
- L'abrogation de la réforme des retraites.

Les ministres Genetet et Kasbarian s'attaquent à tous nos droits, rien d'étonnant à ce qu'ils se refusent à condamner les propos méprisants de l'ancien président Sarkozy qui déclare que la France « n'a pas les moyens d'avoir 1 million d'enseignants » qui ne travaillent que « 24 heures par semaine, 6 mois dans l'année » !

Trop c'est trop !

Face au mépris et à la violence des mesures gouvernementales, une réponse à la hauteur s'impose, qui ne peut se résumer à une énième journée d'action isolée et inefficace.

Informé de l'appel à la grève reconductible de la totalité des organisations syndicales de cheminots à partir du mercredi 11 décembre, nous estimons que les organisations syndicales de fonctionnaires devraient appeler à la grève au même moment. Nous sommes prêts à nous mobiliser, tous ensemble, par la grève, jusqu'à obtention de nos revendications.

L'union fait la force !